



LA POSTE

Concurrence, mode d'emploi

La grève des postiers s'étend. Les syndicats voient dans le «changement de statut» un prélude à la privatisation.

Une privatisation inéluctable ?



© P. SITTLER/REA

L'ouverture du capital de La Poste, permise par le passage au statut de société anonyme, est censée financer son développement.

Les facteurs parisiens ont levé le pied hier, le reste du pays doit suivre aujourd'hui. Pour la quatrième fois en un an, les syndicats de La Poste appellent à la grève. Ils s'opposent à la transformation de l'entreprise en société anonyme, prélude à l'ouverture à la concurrence du marché postal en 2011. Alors que l'inter-syndicale redoute une «privatisation rampante», les économistes misent sur les vertus de la concurrence pour moderniser le groupe.

majorité UMP, en rappelant que l'Etat procèdera à une augmentation de capital de 2,7 milliards d'euros. Pourtant, les syndicats n'en démordent pas : derrière le changement de statut, c'est bien la privatisation qui est visée. Ceux-ci rappellent que lors de la libéralisation de

“Sur le terrain, le mal-être s'installe”

Yolande Gaffié, de la CGT

l'énergie, l'exécutif s'était déjà engagé à ne pas privatiser le gaz, avant d'entériner finalement la fusion GDF-Suez. Ouvrir son capital permettra néanmoins à La Poste de financer son développement, relativisent les économistes. «Il faut lui donner les mêmes moyens que ses concurrents si on veut que La Poste soit compétitive», plaide Lucien Rapp, du Cercle de l'Entreprise.

Risque ou avantage pour le consommateur ?

Encore faut-il que l'usager ne soit pas lésé dans l'opération. Deux scénarios s'opposent. «La libéralisation du courrier rend inévitable la hausse des tarifs, puisqu'elle implique la fin de la réglementation», anticipe Yolande Gaffié, secrétaire fédérale CGT. Procès d'intention, répond Bertrand Nouel, expert à l'Ifrap, un «think tank» libéral. «Les obligations tarifaires existeront toujours et ne dépendent pas d'un quelconque statut d'entreprise publique», affirme-t-il. La libéralisation du marché postal doit même profiter au consommateur, insiste Lucien Rapp, qui cite l'effet bénéfique de la concurrence dans les télécoms. «Outre la baisse des prix, Free a imposé de nouveaux services, comme l'offre triple play ou le forfait Internet», relève-t-il.

Quelles conséquences pour les postiers ?

Reste à convaincre les 300 000 salariés de La Poste – dont plus de la moitié sont fonctionnaires – que la mutation de leur entreprise ne se fera pas contre eux. L'Etat a donné sa garantie que les statuts n'évolueraient pas. Mais la réduction des effectifs, la politique du

► **GDF est devenu GDF-Suez.** En 2004, le marché de l'énergie se libéralise. Malgré les promesses de Nicolas Sarkozy de ne pas privatiser, GDF a depuis fusionné avec Suez, et l'Etat détient moins de 40 % de l'ensemble.

► **A France Telecom, l'Etat est minoritaire.** C'est le gouvernement Jospin qui ouvre le capital de l'entreprise aux fonds privés. En 2004, la part de l'Etat passe sous la barre des 50 % pour atteindre moins de 27 % à ce jour.

► **EDF : le contre-exemple.** Si le capital d'EDF a lui aussi été ouvert aux fonds privés, l'Etat reste très largement majoritaire avec une participation de 85 %.

chiffre et le changement de culture d'entreprise se font déjà ressentir. «Sur le terrain, la pression augmente et le mal-être s'installe», s'inquiète la cégétiste Yolande Gaffié, qui redoute un scénario à la France Telecom. Ironie du sort, les postiers pourraient être les premiers actionnaires privés de La Poste. Le projet de loi autorise en effet les personnels à détenir une part minoritaire du capital du groupe postal. ■